

Zeitschrift:	Obstetrica : das Hebammenfachmagazin = la revue spécialisée des sages-femmes
Herausgeber:	Schweizerischer Hebammenverband
Band:	122 (2024)
Heft:	1-2
Artikel:	Sage-femmes et politique : l'heure est venue!
Autor:	Stocker Kalberer, Barbara
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-1056130

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sage-femmes et politique: l'heure est venue!

Le 22 octobre 2023, le peuple suisse a élu les membres du Parlement pour quatre ans. Barbara Stocker Kalberer, présidente de la Fédération Suisse des Sage-Femmes, s'est portée candidate au Conseil national. Pourquoi s'est-elle présentée et quels sont les défis d'une campagne électorale? Dans une rétrospective personnelle, elle fait le point sur cette expérience et porte un message clair.

TEXTE:
BARBARA STOCKER KALBERER

Au cours de ces dernières années, le travail de politique professionnelle a changé. C'est un fait: il n'est désormais plus guère possible pour une association professionnelle d'initier des modifications législatives sans un soutien politique. Les choses étaient différentes lorsque j'ai pris mes fonctions de présidente. Dans le cadre des négociations tarifaires en 2014, nous avions nous-mêmes répertorié toutes les bases légales des activités ambulatoires des sage-femmes, identifié les mesures à prendre et écrit des motions, que nous avons aussi déposées. Cela ressemble à une promenade de santé... et pourtant, loin de là! Malgré tout, il était quand même toujours possible de déclencher des processus de changements par nos propres moyens. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas.

Nous avons besoin de facilitateurs et facilitatrices

Une épée de Damoclès plane au-dessus de tout, même des modifications législatives urgentes et nécessaires: «Attention à l'augmentation des volumes, attention aux coûts supplémentaires!». Toute tentative de réforme ou d'innovation est ainsi étouffée dans l'oeuf. Il reste à emprunter la voie des politicien·ne·s qui déposent au Parlement des motions, des interventions ou des initiatives parlementaires. Cette voie n'est accessible presque uniquement qu'à l'aide des lobbyistes qui établissent les contacts et amènent les politicien·ne·s à prendre au sérieux les revendications présentées. Cela implique qu'elles soient exprimées de manière claire et compréhensible.

Comment est née ma candidature au Conseil national

Il y a un an, j'ai décidé de me présenter au Conseil national. Il s'agissait peut-être d'une sorte d'acte de libération, motivé par la frustration ou la résignation, avec le constat qu'il est si difficile de s'imposer sur le devant de la scène en tant qu'association. La campagne «Helvetia vous appelle!»¹ d'al-

liance F m'a encouragée dans ma décision. L'expérience faite pendant la pandémie de coronavirus, à savoir qu'on peine à entendre

nées d'école. J'ai adhéré au PS en 1992, mais je n'ai jamais exercé de mandat politique.

Il manque au Parlement, outre les voix des femmes, celles des soignant·e·s et des professionnel·le·s de la santé en général.

la voix des femmes, des enfants et des jeunes familles en Suisse, a été une motivation supplémentaire. Il manque au Parlement, outre les voix des femmes, celles des soignant·e·s et des professionnel·le·s de la santé en général. Ma candidature ne sort pas de nulle part: la politique occupe une place importante depuis mes premières an-

Le secteur de la santé a besoin d'une voix politique

L'acceptation par le peuple de l'initiative sur les soins a témoigné d'un grand besoin d'action dans le domaine de la santé. Mais qui représente ces intérêts politiques à Berne? À titre de comparaison, environ 149 000 personnes sont employées dans le domaine

Ich setze mich für ein gut funktionierendes Gesundheitswesen ein. Weil Gewinn und Gesundheit nicht zusammenpassen.

**BARBARA STOCKER KALBERER
IN DEN NATIONALRAT**

www.barbarastocker.ch

Barbara Stocker Kalberer

«Je m'engage pour un système de santé publique fonctionnel. Car profit et santé ne vont pas ensemble». Dans une campagne électorale, il faut être active sur tous les canaux. Les visuels sont particulièrement importants sur les médias sociaux et dans les journaux.



Vers la campagne Helvetia vous appelle! d'alliance F:
<https://helvetia-ruft.ch/fr>



Soutien de collègues sages-femmes dans la campagne électorale: témoignage de Sabina Keller, co-présidente de la section Aargau-Solothurn.



Les actions sur stand sont un autre élément de la campagne électorale. Ici au marché hebdomadaire de Zofingen avec la candidate au Conseil des Etats Gabriela Suter.

Images: Barbara Stocker Kalberer

de l'agriculture. Il y a quatre ans, douze parlementaires issus du monde agricole siégeaient au Conseil national. Ils sont même vingt pour la législature actuelle. Le nombre de conseillères et conseillers nationaux

décennies. Plus de 4 % de tou·te·s les employé·e·s de Suisse (environ un demi-million de personnes) sont actifs dans cet important secteur économique (Office fédéral des statistiques, 2022). Pourquoi ne réussit-on pas à présenter ensemble des candidat·e·s et à les faire élire au Parlement? Nos sujets de sage-femmes n'ont également qu'un petit lobby. La santé des femmes et des mères ou les questions relatives aux jeunes familles et aux enfants n'intéressent pas. Le potentiel économique des femmes est par conséquent trop peu exploité. Dans un billet de blog, la conseillère nationale Kathrin Bertschy (PVL, BE) décrit la situation dans le même esprit: la Suisse préfère investir encore dans le bétail plutôt que dans les enfants (Bertschy, 2023)! Le vaste lobby paysan ne contribuera pas au changement. Nous devons donc agir nous-mêmes.

Nos candidat·e·s devraient être plus soutenu·e·s, collectivement et activement, par nos associations professionnelles

proches des paysans, entre autres les agronomes, est passé de 20 à 30². Une cinquantaine de parlementaires ont donc un lien étroit avec l'agriculture et défendent ses intérêts à Berne.

Pourtant le système de santé s'est fortement développé au cours des dernières

il faut encore se voir bien positionné·e sur la liste. Dans de nombreux partis, la place sur la liste doit être achetée. Les premières places sont les plus prometteuses! Dans mon cas, la commission électorale du parti a dû prendre en compte différents aspects pour déterminer le positionnement: les conseillères et conseillers nationaux sortant·e·s sont placés en tête de liste, suivie·e·s des député·e·s au Grand Conseil. Les hommes candidats sont répartis le plus équitablement possible sur la liste, car ils sont moins nombreux que les femmes au sein du PS. Le·la représentant·e du parti des jeunes se voit attribuer une bonne place. Les candidat·e·s des régions périphériques exigent également d'être placés parmi les premiers. En tant que nouvelle venue, j'ai obtenu la 15^e place sur 16, ce qui n'est pas une bonne situation de départ.

Le coup d'envoi de la campagne électorale
Après la nomination officielle lors du congrès du parti, la phase de planification proprement dite a débuté avec le comité électoral. Combien de cartes postales et de prospectus prévoir? A quelle taille et à quel tirage imprimer les affiches? Quelles sont les priorités de la campagne? Et bien sûr, on en revient toujours à la question du financement : qui peut contribuer financièrement? Quels sont mes besoins financiers?

² A ce sujet, voir le compte-rendu de la RTS: www.rts.ch

Durant ma campagne électorale, j'ai surtout été soutenue par la présidente de la circonscription et par une jeune collègue passionnée de communication, qui a élaboré ma stratégie de présence sur les médias sociaux.

Les femmes au cœur des revendications Les thématiques des sage-femmes, de la petite enfance et, bien sûr, de la santé, ont occupé une place prépondérante de ma campagne, qui a suscité de nombreuses réactions positives. Elle a été remarquée! Les professionnel·le·s de la santé ont également apprécié les actions menées devant les hôpitaux. Des physiothérapeutes m'ont adressé des courriers, parce que la menace d'une intervention tarifaire du Conseil fédéral leur a fait mesurer de près l'importance d'être représenté·e·s par leurs pair·e·s à Berne. J'ai été soutenue activement par de nombreuses collègues sage-femmes.

Nous avons besoin de plus de lobbyisme En Argovie, nous n'avons malheureusement pas pu convaincre les professionnel·le·s de la santé de s'unir et de se soutenir mutuellement pour remporter l'élection, contraire-

ment au lobby paysan. Aucun·e des candidat·e·s issu·e·s du secteur de la santé n'a été élu·e. Je suis convaincue que nous pouvons faire mieux, pas seulement en Argovie, mais partout en Suisse. Nos candidate·s devraient être plus soutenu·e·s, collectivement et activement, par nos associations professionnelles. Peut-être faudrait-il infiltrer un·e indic à l'Union des paysans ou simplement y effectuer un stage ?

L'engagement politique des femmes

Pourquoi aucun·e candidat·e parmi les représentant·e·s du secteur de la santé n'a été élu·e? Une des explications se trouverait dans le fait que beaucoup de migrant·e·s et de frontalier·ère·s travaillent dans le secteur de la santé et n'ont pas le droit de vote en Suisse. Ces voix ont manqué lors des élections. Une autre raison pour le manque de représentation du monde de la santé en politique pourrait être la grande proportion de femmes dans ce secteur, qui se battent déjà sur plusieurs fronts au quotidien. Leur travail fatigant empiète sur leur capacité à s'engager sur le plan politique. Ce problème important se perçoit dans tous les domaines: même dans une association, trouver des personnes pour occuper des positions ou des mandats dans les comités est un défi. En outre, les femmes reculent encore souvent à s'exposer publiquement ou manquent de soutien financier. Se présenter à une élection demande du courage.

Être

sage-femme, sortir du lot

J'essaie à travers ces lignes d'encourager les personnes à s'engager en politique. La clé du succès se cache en partie dans un engagement politique réfléchi et continu. Bien sûr, un soupçon de chance est nécessaire; on doit se trouver au bon endroit au bon moment, et on doit être entouré·e de gens qui nous soutiennent. Il faut s'affilier à un parti, s'y faire connaître à l'interne de celui-ci, et avoir suffisamment confiance en soi pour présenter sa candidature à une fonction politique. Une caractéristique qui permet de sortir du lot aide à se faire connaître - être sage-femme n'est pas si mal, de ce point de vue.

Un réseau solide comme condition préalable

Quelques sage-femmes sont déjà actives dans les parlements cantonaux. Une idée:

peut-être devrions-nous fonder un réseau pour les collègues intéressées? Peut-être devrions-nous pousser la réflexion plus loin et instaurer un système de parrainage ou de mentorat, qui permettrait à des sage-femmes ayant une certaine expérience politique d'entraîner les nouvelles venues? L'Organisation mondiale de la santé a proclamé 2020 l'année des sage-femmes et infirmier·ère·s. L'un des objectifs était de créer des postes de «Chief Midwives» dans le plus grand nombre possible de pays. En Suisse, nous en sommes encore loin. Nous devrions donc nous engager et nous impliquer à tous les niveaux politiques. Le temps est venu! ☺

Texte traduit de l'allemand par Line Magnanelli.

Références

- Office fédéral de la statistique (2022)** Emplois et professions de la santé. www.bfs.admin.ch
- Bertschy, K. (2023) «Kinder statt Rinder» sur le blog *geschlechtergerechter* (en allemand) <https://geschlechtergerechter.ch>

AUTRICE



Barbara Stocker Kalberer,
présidente de la Fédération Suisse des Sage-Femmes.



Podcast: le métier de sage-femme est politique

Dans le 36^e épisode du podcast de la Fédération suisse des sages-femmes *Herztöne (Battements de cœur)*, trois sages-femmes engagées en politique racontent leur parcours: Laetitia Ammon-Chanel, Sophie Demaurex et Fabienne Rime. Fraîchement arrivée sur le terrain politique pour l'une ou engagées de longue date pour les deux autres, chacune témoigne, à sa manière, que la place des sages-femmes est aussi en politique. A (ré) écouter!



Vers l'épisode:
<https://podcastb15753.podigee.io>